

Les huissiers de justice moldaves

Dans le cadre d'un programme joint entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne pour la Moldavie, un séminaire s'est tenu à Chisinau, en Moldavie, les 3 et 4 juin 2003 sur l'exécution des décisions de justice en matière civile et commerciale.

Ce séminaire a été suivi d'une visite de plusieurs offices d'huissiers de justice dans le but de rédiger un rapport d'évaluation par trois experts du Conseil de l'Europe : Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles (France), membre de l'UIHJ, Barbara Goth Flemmich, magistrat à Vienne (Autriche) et Franck Walterson, ministère des finances (Suède).

La mission était organisée et dirigée par Lee Hibbard, du Conseil de l'Europe. La Moldavie compte environ 4.4 millions d'habitants pour une superficie équivalente à celle de la Belgique. Elle est aujourd'hui partagée en 44 circonscriptions judiciaires, dont 5 pour la ville de Chisinau. Des réformes judiciaires sont en cours. Elles concernent notamment le Code de procédure civile, la création d'un code des mesures d'exécution forcée ainsi que la création d'une loi sur les huissiers de justice

Depuis 2002, les huissiers de justice ne font plus partie des juridictions. Ils dépendent dorénavant du ministère de la justice. Un département de l'exécution forcée (DEF) a été créé le 15 janvier 2002. Il y a actuellement 376 huissiers de justice (Executor Judicatoresc) en Moldavie (100 pour la seule ville de Chisinau qui comprend environ 1 million d'habitants). Environ 60 d'entre eux sont spécialisés dans l'exécution des décisions en matière pénale. La moyenne d'âge est, selon les renseignements



Les experts du Conseil de l'Europe Mathieu Chardon, Barbara Goth Flemmich et Franck Walterson, entourés de Lee Hibbard du Conseil de l'Europe, de Ion Golubtov et des représentants du ministère de la Justice
Council of Europe experts Mathieu Chardon, Barbara Goth Flemmich and Franck Walterson with Lee Hibbard from the Council of Europe, Ion Golubtov and representatives of the ministry of Justice

obtenus, de 40 ans. La moitié des huissiers sont des femmes. Le turnover est très important en raison du salaire très faible. En général, la profession ne constitue qu'un passage et personne ne veut actuellement y faire carrière.

Les huissiers de justice et les fonctionnaires du DEF ne font actuellement pas partie du système judiciaire et ne sont pas reconnus comme entité juridique. Dans ce contexte, ils ne disposent d'aucun statut et ne font l'objet d'aucune protection particulière. Par exemple, ils doivent payer pour utiliser les transports en commun alors que les policiers en sont dispensés.

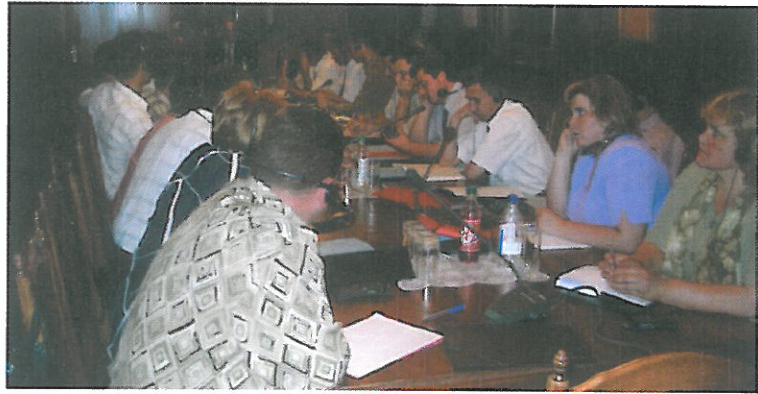
Les huissiers de justice ne disposent d'aucun personnel pour les assister et doivent accomplir seul l'ensemble de leur travail. En raison du régime politique actuel communiste, la création d'une profession libérale n'est résolument pas à l'ordre du jour. Plusieurs

responsables interrogés se sont cependant personnellement déclarés intéressés par ce statut. A cette occasion, les représentants de la profession ont été sensibilisés à l'UIHJ. Des exemplaires de UIHJ Magazine et des plaquettes de présentation de l'UIHJ leur ont été remis. L'accent a également été porté sur la tendance européenne et mondiale visant à instituer des professionnels indépendants et libéraux.

Les huissiers de justice moldaves ne signifient pas habituellement les actes. En fait, ils n'exercent aucune autre activité que l'exécution des décisions de justice. Ils reçoivent les titres exécutoires soit des tribunaux, soit des autorités habilitées à délivrer des titres exécutoires (il en existe environ 25, à savoir les autorités compétentes en matière de taxe, imposition, police, TVA, ...). En 2002, il y a eu environ 300 000 décisions à exécuter, soit en moyenne 800 par

huissier de justice. 70% des décisions ne proviennent pas des juridictions mais de l'administration (amendes, taxes, 81% des dossiers ont été traités (c'est-à-dire soldés suite au recouvrement ou classés pour diverses raisons).

Les participants se sont montrés très intéressés par les trois systèmes présentés (France, Suède et Autriche). De nombreuses questions ont été posées concernant des problèmes pratiques. Le séminaire s'est achevé sur les recommandations des experts du Conseil de l'Europe. Ces recommandations sont conformes dans leur esprit au projet de recommandations du Conseil de l'Europe sur les mesures d'exécution forcée, adoptées le 9 septembre 2003.



*Une partie de l'assistance
Some participants*

La visite d'évaluation qui a suivi a mis en lumière les conditions inacceptables dans lesquelles nos confrères moldaves travaillent : 3 ou 4 personnes dans un bureau de 6 m², absence de matériel, d'ordinateurs, de moyens de

transport, etc. Un rapport d'évaluation est en préparation par Mathieu Chardon et Barbara Goeth Flemmich et proposera des mesures concrètes visant à améliorer les mesures d'exécution et la situation des huissiers de justice en Moldavie.

Malgré des conditions de vie et de travail très difficiles ainsi qu'un régime politique peu enclin à favoriser des réformes libérales, la détermination des huissiers de justice et des représentants du ministère de la justice est profonde et l'UIHJ ne manquera pas de suivre l'évolution de nos confrères moldaves et leur apportera tout son soutien pour que celle-ci aboutisse favorablement pour la profession.



*Le Parlement moldave
The Moldovan Parliament*

La Moldavie en chiffres :

Population : 4 434 000 habitants
Superficie : 33 700 Km²
Régime politique : république
Capitale : Chisinau (1 million d'habitants)
Langue officielle : moldave (roumain)
Monnaie : Le Lev





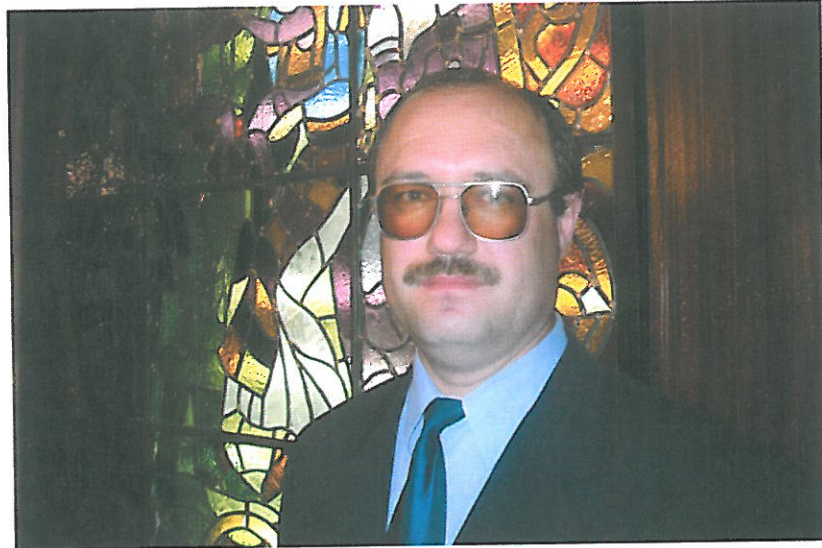
Bailiffs in Moldova

As part of a joint programme organised between the Council of Europe and the European Commission for Moldova, a seminar was held in Chisinau in Moldova on 3rd and 4th June 2003 concerning the enforcement of legal decisions in civil and commercial matters

This seminar was followed by a visit to several bailiffs' offices with the aim of drafting an assessment report by three experts from the Council of Europe: Mathieu Chardon, bailiff in Versailles (France), member of the UIHJ, Barbara Goth Flemmich, magistrate in Vienna (Austria) and Franck Walterson, Ministry of Finance (Sweden).

The mission was organised and managed by Lee Hibbard from the Council of Europe. Moldova has approximately 4.4 million inhabitants with a surface area equivalent to that of Belgium. These are today divided into 44 legal constituencies, 5 of which are located in the town of Chisinau. Legal reforms are underway. Among other things, these concern the code of civil procedure, the creation of a code for forced enforcement measures in addition to the creation of a law covering bailiffs.

Since 2002, the bailiffs are no longer attached to the courts. They are now attached to the Ministry of Justice. The Enforcement Department (ED) was created on 15th January 2002. There are currently 376 bailiffs (Executor Judicatoresc) in Moldova (100 for the town of Chisinau alone, which has approximately 1 million inhabitants). Approximately 60 of these are specialised in the enforcement of decisions in the penal field. According to the information obtained, their average age is 40. Half of the bailiffs are



Mr Ion Golubtov, director of the Department for execution of judicial decisions with the ministry of Justice

M. Ion Golubtov, directeur du département de l'exécution des décisions de justice, ministère de la Justice

women. There is a very high turnover rate due to the low salaries involved. In general, this is a "transitional" profession with no one actually looking to make a career in it.

The bailiffs and civil servants of the ED are not currently part of the legal system and are not recognised as a legal entity. In such a context, they have no status and no particular protection. For example, they are required to pay to use public transport although the police are not required to do so.

The bailiffs have no staff to assist them and must carry out their work alone. Due to the current Communist political regime, the creation of independent bailiffs is absolutely out of the question. Several managers questioned on this issue nevertheless declared themselves to be personally interested by such a status. This occasion was used to make

representatives of the profession more aware of the UIHJ. Copies of UIHJ Magazine and UIHJ presentation brochures were given to them.

The focus was also placed on European and global trends aimed at establishing independent and freelance professionals.

The Moldovan bailiffs do not usually serve legal documents. In fact, they carry out no activity other than the enforcement of legal decisions. They receive enforcement orders from either the courts or the authorities authorised to issue such enforcement documents (There are approximately 25 of these, including the competent authorities in the field of taxation, policing, VAT, etc.). In 2002, approximately 300,000 decisions had to be enforced, making an average of 800 per bailiff. Some 70% of decisions are not issued by

the courts but by the administration (fines, taxes, etc.). A total of 81 % of cases were dealt with (in other words cleared up following recovery or closed for other reasons).

The participants were very interested by the three systems presented (France, Sweden and Austria). Various questions were put forward concerning practical problems. The seminar ended with recommendations by the experts from the Council of Europe. These recommendations conform in spirit to the draft recommendations of the Council of Europe concerning forced enforcement measures, adopted on September 9th 2003.

The assessment visit which followed highlighted the unacceptable conditions in which our Moldovan colleagues have to

work: three or four people in an office of six square metres, a lack of equipment, of computers, of transport, etc. An assessment report is currently being prepared by Mathieu Chardon and Barbara Goeth Flemmich and will propose

concrete measures aimed at improving enforcement measures and the situation of bailiffs in Moldova.

Despite the very difficult living and working conditions in addition to a political regime that is highly unlikely to promote liberal reforms, the determination of the bailiffs and the representatives of the Ministry of Justice is substantial and the UIHJ will certainly be monitoring the progress of our Moldovan colleagues and provide them with its full support to ensure that these changes are favourable for the profession.



*Front entrance of the ministry of Justice
Entrée du ministère de la Justice*



*A court room in Hincesti
Une salle d'audience du tribunal d'Hincesti*

Moldova in figures:

Population: 4 434 000 inhabitants
Surface area: 33 700 km²
Political regime: republic
Capital: Chisinau (1 million inhabitants)
Official language: Moldovan (Romanian)
Currency: The Lev



Des réformes pour les futurs membres de l'Union européenne

Une conférence s'est tenue des 22 au 24 septembre à Skopje (Macédoine) sur la réforme des procédures judiciaires eu égard aux standards européens

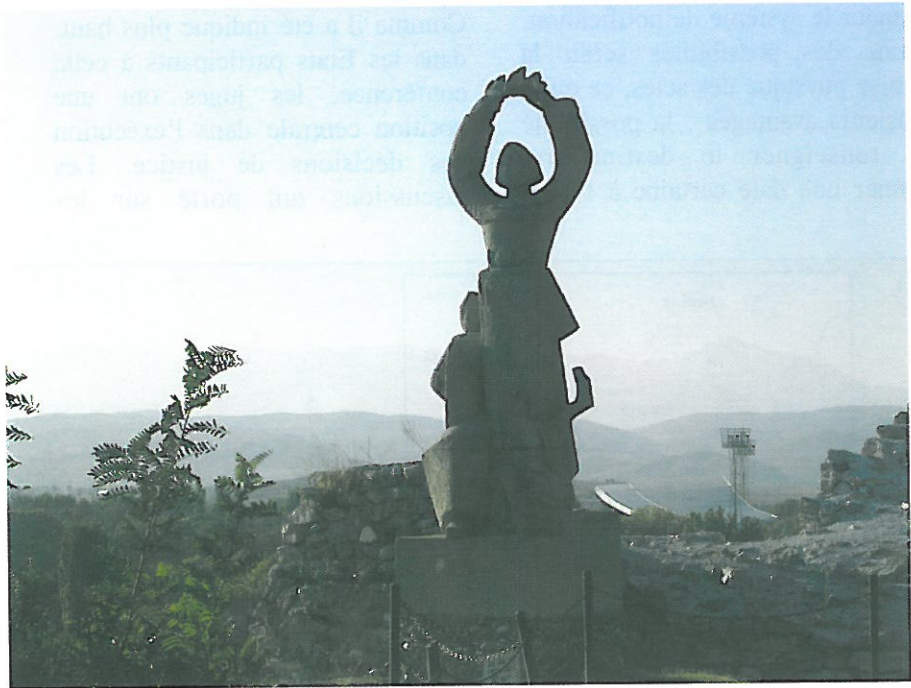
L'année prochaine, 10 nouveaux Etats deviendront membres de l'Union européenne. Ensuite, nombreux seront les autres Etats qui voudront la rejoindre. C'est la raison pour laquelle ces pays veulent dorénavant se mettre en conformité avec les standards européens dans le domaine de la justice.

La conférence était organisée par le Conseil de l'Europe et USAID-DPK International. Les pays participants, la Macédoine, la Serbie, la Bulgarie et l'Albanie, ont mis l'accent sur trois aspects : la procédure pénale, la procédure civile, et l'exécution des décisions de justice. Parmi les intervenants se trouvaient des vice-ministres de la justice des Etats participants, des magistrats, des avocats, des représentants des ministères de la justice et autres personnalités du monde judiciaire. L'UIHJ était représentée par Jos Uitdehaag (Pays-Bas).

Les discours officiels ont été suivis par des ateliers où les participants avaient la possibilité de débattre des sujets en détail. Dans tous les Etats présents, le juge joue un rôle central dans l'exécution des décisions de justice. Les ateliers sur l'exécution forcée comprenaient trois volets.

Limiter les possibilités de contestation qui sont la première raison du retard dans les procédures

L'exécution forcée des décisions de justice doit être réalisée non seulement conformément à la loi mais également de manière impartiale, efficace, transparente et



*Statue de la forteresse de Skopje
The statue of the Skopje's Fortress*

proportionnée. Un nombre trop important de contestations peut constituer un frein à une telle exécution. Ces recours intempestifs peuvent même constituer un abus de droit dans certains cas. Des délais anormaux et inutiles et un encombrement des juridictions sont la conséquence de cet état de fait. Cela a notamment une influence négative sur les autres domaines dont s'occupent les tribunaux dans les domaines civil, pénal ou social. Des solutions ont été discutées pour résoudre ces problèmes : une organisation rationnelle et fonctionnelle des agents chargés de l'exécution de justice, la limitation des possibilités de contester (les procédures de recours durant la phase de l'exécution ne doivent en

aucun cas constituer un nouveau Procès) et l'efficacité du système juridictionnel, en transférant certaines fonctions des juges vers d'autres professionnels qualifiés (le rôle du juge devrait être recentré autour de la fonction de juger).

Signification des actes - Condition initiale pour un fonctionnement efficace de la justice

L'une des conclusions était que la notification des actes de procédure par la poste ne fonctionnait pas. Une remise des actes efficace est très importante pour un fonctionnement optimal des institutions judiciaires, à la fois au niveau de l'introduction de l'instance et au niveau de l'exécution des décisions de justice.

Si les actes ne sont pas remis dans des bonnes conditions à leur destinataire, il y a violation de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cela peut avoir des conséquences sur le système de défense des justiciables ou sur l'exercice des voies de recours. Les participants se sont accordés sur la nécessité de changer le système de notification. L'une des possibilités serait la remise physique des actes, ce qui a plusieurs avantages : la possibilité de renseigner le destinataire, donner une date certaine à l'acte,

une grande souplesse dans ce système, et une certaine solennité entourant la remise de l'acte (ce qui n'est pas le cas lorsqu'il est adressé par la poste dans une simple enveloppe).

Possibilité de retirer l'exécution des décisions de justice des juges et de la confier à d'autres personnes responsables

Comme il a été indiqué plus haut, dans les Etats participants à cette conférence, les juges ont une position centrale dans l'exécution des décisions de justice. Les discussions ont porté sur les

avantages et les inconvénients des différentes personnes pouvant assurer l'exécution des décisions de justice : les juges, des fonctionnaires ou des professionnels libéraux.

Conclusion

L'exécution des décisions de justice dans les Etats participants est en mutation. Des changements sont nécessaires. Cette conférence a constitué un premier pas vers des réformes futures. Des réformes ou, à côté du Conseil de l'Europe, l'UIHJ pourra certainement jouer un rôle très actif.



Preparing reforms in Macedonia

From 22-24 of September 2003 a conference took place in Macedonia (Skopje) on the "Reform of the judicial procedures from the aspect of European standards".

Next year 10 new countries will become a member of the European Union. After that a lot of other countries are also willing to join the EU in future. That is why at this moment these countries already want to meet the (high) standards of Europe in the field of justice.

The Conference was organised by the Council of Europe and USAID - DPK - International. The participating countries, Macedonia, Serbia, Bulgaria and

Albania, gave attention to three areas in the field of justice: criminal procedure, civil procedure and enforcement procedure. Among the speakers there were the deputy ministers of justice of the participating countries, judges, lawyers, representants of the ministries of justice and others. The UIHJ was represented by Jos Uitdehaag (Netherlands).

Besides the speeches working sessions were held to give the

participants the possibility to discuss the matters in detail. In all the participating countries the execution judge has a central position in the enforcement process. The working sessions on enforcement had three items:

Decreasing the possibility to (ab)use legal remedies as one of the reasons for the delay of executive procedure

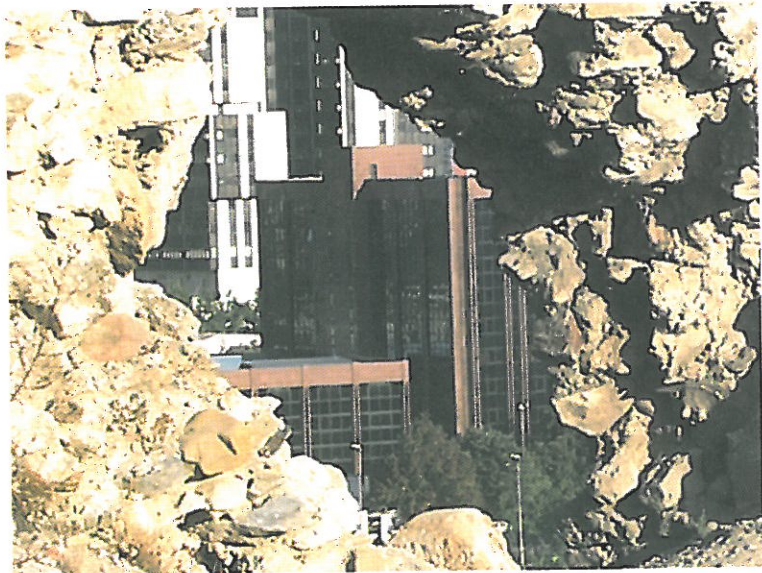
Enforcement has to be carried out

not just in accordance with the law but also in a fair, impartial, efficient, transparent and proportional manner. An excessive number of legal remedies available during the enforcement procedure might influence the enforcement process negatively. At the same time these remedies might cause an abuse. The result of this is unnecessary delays and a backlog in enforcement cases before the courts. This again can have a negative influence on the number of other, non executive, cases the courts are dealt with: civil cases, labour cases and criminal cases.

Solutions were discussed to solve this problem: a good organisation and functioning of system of enforcement agents, the limitation of legal remedies (enforcement proceedings should not be used or better said abused to re-examine issues related to the trial proceedings of the case) and the efficiency of the court system, transferring tasks from judges to other qualified persons (the role of judges should be reduced to those proceedings and decisions that require theoretical knowledge and professional training to resolve the litigious aspects of the enforcement process)

Delivery service - basic precondition for efficient executive procedure

One of the conclusions was that a system of service of documents through the mail companies does not work. A good system of service



Old and new Skopje
La vieille et la nouvelle Skopje

is very important for a well functioning system of justice, both in initiating proceedings and in enforcement. If the documents are not properly served this means a violation of article 6 ECHR: it might influence the possibilities of defence or e.g. appeal. Participants agreed that it was necessary to change to system of delivery. One of the possible solutions that was discussed was physic delivery of the documents, which has certain advantages: the possibility to give information to the addressee, no arguments on the official date of service, flexibility in service, clearance on what is served: the document (and not as is the case with service by mail the envelop, without knowing what the content of the envelop is).

possibility to take out execution of civil cases out of the courts and to involve other subjects that will be responsible for execution of civil cases

As already mentioned at this moment in the participating countries the execution judge has the central position. Discussions were about the pros and contras of the different types of enforcement agents: execution judges, civil servants or as a free profession.

Conclusion

The enforcement system in the participating countries is still developed. Changes are necessary. This Conference was a good step towards such a future development. A development in which, besides the Council of Europe, the UIHJ could also play an active role.



Macedonia in figures

Population : 2 millions inhabitants
Size : 25 713 Km²
Political regime: Republic
Capital : Skopje (650 000 inhabitants)
Official language: Macedonian
Currency : Denar



L'UIHJ associée à la création du Centre européen de formation sur l'exécution (CEFE)

Les 16 et 17 juin 2003 s'est tenue à Strasbourg, au Conseil de l'Europe, la première réunion de travail pour la création du CEFE, dont le siège sera en Bulgarie. Le ministère de la justice bulgare a souhaité que l'UIHJ participe à sa création comme membre co-fondateur avec la Bulgarie et le Conseil de l'Europe.

A l'origine de cet ambitieux projet est le programme de coopération avec la Bulgarie mis en place conjointement par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. Plusieurs séminaires et visite d'évaluation ont eu lieu depuis 2001 avec la présence d'experts du Conseil de l'Europe, dont des membres de l'UIHJ, Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles (France), et John Marston, Sheriff's Officer à Walsall (Angleterre). Le ministère de la justice bulgare a souhaité mettre en place un centre de formation pour les huissiers de justice. Après discussions, il a été retenu l'idée d'un centre à vocation régionale (pour les pays voisins) puis européen. Le ministère de la justice bulgare a souhaité que l'UIHJ soit membre cofondateur avec la Bulgarie et le Conseil de l'Europe. L'assistance technique et juridique et l'expérience de l'Ecole nationale française ont été sollicitées par le ministère de la justice bulgare. Le soutien des organisations professionnelles, notamment de la Chambre nationale des huissiers de justice français, a également été demandé.

Un groupe de travail pour la mise en place de ce centre a été créé. Il se compose de M. Lee Hibbard, Conseil de l'Europe, de Mme Miglena Tatcheva, vice ministre de la justice de Bulgarie, Mmes Liliana Chopova et Anelia Pavlova, inspectrices au ministère de la justice de Bulgarie, M. Angel

*Le groupe de travail
au Conseil de l'Europe
Working group
at the Council of Europe:
Anelia Kotzeva
Frank Walterson
Mathieu Chardon
Miglena Tatcheva
Angel Bandjov
Liliana Chopova
Lee Hibbard
Anelia Pavlova
John Marston*



Bandjov, chef du département des programmes internationaux, ministère de la justice de Bulgarie, Mme Anelia Kotzeva, senior experte, ministère de la justice de Bulgarie, de MM Mathieu Chardon et John Marston, de M. Franck Walterson, directeur adjoint du département des affaires fiscales, ministère de la justice de Suède. La première réunion de ce groupe de travail s'est tenue au siège du Conseil de l'Europe, à Strasbourg,

les 16 et 17 juin 2003. Le Centre Européen de formation sur l'exécution (CEFE) ou European Enforcement Training Centre (EETC) est un centre européen de formation pour les huissiers de justice. Il est constitué de deux piliers. Le premier comprend un centre de formation pour les huissiers de justice bulgares. Le second comprend un centre de formation des huissiers à vocation internationale. Les projets en cours



*Miglena Tatcheva,
vice-ministre de la
Justice (Bulgarie)
Vice-Minister
of Justice (Bulgaria)*

concernent la formation (formation des huissiers de justice, des employés et collaborateurs, formation des formateurs), la création d'un site Internet, les NTIC, la création d'une bibliothèque internationale, et l'élaboration d'un code d'éthique. Les parties prenantes sont le ministère de la justice bulgare, le groupe de travail du Conseil de l'Europe, l'UIHJ (membre cofondateur), l'Ecole nationale de procédure française (ENP), la Commission européenne et les associations nationales professionnelles d'huissiers de justice. Le rôle attendu de l'UIHJ s'inscrit dans le cadre de l'information, de la philosophie générale de l'exécution et de l'élaboration d'un code d'éthique de l'exécution et des agents chargés de l'exécution. Le rôle attendu de l'ENP s'inscrit dans un contexte

d'assistance technique, pratique et juridique dans les domaines de la formation des huissiers de justice, des employés et collaborateurs d'huissiers de justice, et de la formation des formateurs. Des points de contact seront établis auprès de chaque ministère de la justice des Etats membres du Conseil de l'Europe. Le point de contact sera le relais entre le centre et le ministère de la justice.

Le CEFE aura pour activité l'organisation régulière de conférences internationales en Bulgarie sur des thèmes porteurs dans les domaines de la formation, de l'exécution, de la déontologie, des NTIC, ... Des ateliers de travail et séminaires devraient se tenir deux fois par an, soit en Bulgarie, soit dans un autre Etat. Des collectes d'information et de statistiques sur la profession et les institutions judiciaires des Etats

membres du Conseil de l'Europe seront effectuées et un site Internet sera mis en place.

Un questionnaire a été préparé par les experts du Conseil de l'Europe et sera adressé aux 45 ministères de la justice des Etats membres afin de collecter des informations sur divers points, notamment sur la profession d'huissier de justice, leur formation, leur mode de rémunération ou encore l'intérêt suscité par le CEFE. La cérémonie d'ouverture est provisoirement fixée en septembre 2004 avec la présence des 45 Etats membres du Conseil de l'Europe. On ne peut que se réjouir de la création de ce centre qui consacre le caractère incontournable de l'UIHJ aujourd'hui et constituera une formidable opportunité pour mettre en valeur la profession d'huissier de justice et faire connaître davantage l'UIHJ.

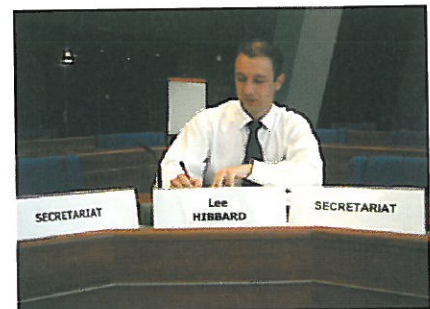


The UIHJ participates in the creation of the European Enforcement Training Centre (EETC)

On 16th and 17th June 2003 the first working meeting was held at the Council of Europe in Strasbourg for the creation of the EETC, the head office of which will be in Bulgaria. The Bulgarian Ministry of Justice was keen that the UIHJ should participate in its creation as a joint founder member along with Bulgaria and the Council of Europe.

The origin of this ambitious project lies in the co-operation project with Bulgaria established jointly by the Council of Europe and the European Commission. Several seminars and an assessment visit were held since 2001 involving the presence of experts from the Council of Europe, including members of the UIHJ, Mathieu Chardon, bailiff in Versailles (France) and John Marston, Sheriff's Officer in Walsall (England). The Bulgarian Ministry

of justice wished to set up a training centre for bailiffs. Following discussions, the choice was made to adopt the idea for a centre having a regional (for neighbouring countries) and then European role. The Bulgarian Ministry of Justice was keen that the UIHJ should be a joint founder member along with Bulgaria and the Council of Europe. The French national school of procedure's technical and legal assistance along with its experience were all factors



*Council of Europe
Lee Hibbard, Conseil de l'Europe*





*Mathieu Chardon,
huissier de justice (France)*

of which the Bulgarian Ministry of Justice wished to make good use. The support of professional organisations, particularly the French National Chamber of Bailiffs was also requested.

A working group was set up to handle the establishment of this centre. This comprises Mr Lee Hibbard, Council of Europe, Mrs Miglena Tatcheva, Vice-Minister of Justice for Bulgaria, Mrs Liliana Chopova and Mrs Anelia Pavlova, inspectors at the Bulgarian Ministry of Justice, Mr Angel Bandjov, Department Manager for international programmes, Bulgarian Ministry of Justice, Mrs Anelia Kotzeva, a senior expert, Bulgarian Ministry of Justice, Mr Mathieu Chardon, Mr John Marston and Mr Franck Walterson, Assistant Manager at the Department of Fiscal Affairs, Swedish Ministry of Justice.

The first meeting of this working group was held at the headquarters of the Council of Europe in Strasbourg on 16th and 17th June 2003. The European Enforcement



John Marston, Sheriff Officer (UK)

Training Centre (EETC) is a European training centre for bailiffs. It comprises two sections.

The first includes a training centre for the Bulgarian bailiffs. The second includes a training centre for bailiffs with an international role. The project underway concerns training (training of bailiffs, employees and colleagues, in addition to training of trainers), the creation of a website, IT, the creation of an international library, as well as the drafting of a code of ethics.

Those participating are the Bulgarian Ministry of Justice, the working group from the Council of Europe, the UIHJ (joint founder member), the French National School or Procedure (ENP), the European Commission and the national professional associations for bailiffs. The expected role of the UIHJ will involve information, the general philosophy behind enforcement and the drafting of a code of ethics covering enforcement measures and those whose job it is to implement them. The expected role of the ENP concerns technical, practical and legal assistance in the fields of training bailiffs and the employees and colleagues of bailiffs, in addition to training the trainers themselves. Points of contact will be established between each Ministry of Justice of the member states of the Council of Europe. The point of contact will be the link between the centre and the Ministry of Justice.

The EETC will have the task of organising regular international conferences in Bulgaria covering relevant themes in the fields of training, enforcement, ethics and IT etc. Workshops and seminars should be held twice a year, either in Bulgaria or in another state. The collection of information and

statistics concerning the profession and the legal institutions of the member states of the Council of Europe will be carried out and a website will be set up.

A questionnaire has been prepared by the experts of the Council of Europe to be sent out to the 45 ministries of justice in the member states in order to collect information concerning various points, including among others the profession of bailiff, the training of bailiffs, the way in which they are paid or the interest created by the EETC. The opening ceremony has been provisionally planned for September 2004, with the presence of the 45 member States of the Council of Europe. The creation of the centre is a genuine cause for celebration, with the centre confirming the key role played by the UIHJ today, and providing a wonderful opportunity to show the profession of bailiff in its best light and to get the UIHJ better-known.



*Ministry of Finance (Sweden)
Frank Walterson, ministre
des finances (Suède)*



Réunion préparatoire du prochain conseil permanent européen de l'UIHJ

Le Comité de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie s'est réuni sous la présidence de Me Miklos Krejniker, du 10 au 12 octobre dernier, en présence du président de l'UIHJ, Me Jacques Isnard, de Me Roland de Meerleer, membre du bureau et avec la participation de Me Darius Potkanski (Pologne)

Le Comité du bureau est un organe institutionnel constitué de trente membres soit vingt délégués venant des dix-neuf départements et de la capitale, outre les membres qui forment la présidence (le bureau et les trois présidents du comité d'éthique, du comité disciplinaire et du comité d'organisation des manifestations).

L'ordre du jour comportait une série de sujets traitant, à la fois de l'organisation interne, de la fiscalité, de la désignation d'un consultant juridique mais plus essentiellement du projet de centralisation des informations et de l'organisation du conseil permanent européen qui doit avoir lieu au printemps à Budapest.

Le projet de centralisation des informations consiste à obtenir du législateur hongrois la reconnaissance à la chambre nationale du droit de tenir un fichier de tous les débiteurs faisant l'objet de poursuites par un huissier de justice. Toutefois, les débiteurs qui ne se seraient pas acquittés de leurs dettes seraient expurgés du fichier. En d'autres termes, il s'agirait de centraliser l'identité des débiteurs impécunieux insolvable, introuvables ou encore ceux dont les biens auraient été vendus aux enchères. Ce fichier serait consultable en principe par les seuls huissiers de justice.

Autre temps fort, celui relatif à l'organisation du conseil permanent européen fixé au 3 et 4 juin 2004 à Budapest (hôtel Intercontinental). La chambre hongroise offrira une réception avec les autorités nationales dans les prestigieuses salles du Musée



Le Comité de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie avec le président Isnard et Roland Demeerleer
The board of the National chamber of bailiffs of Hungary with the president Isnard and Roland Demeerleer

national. Nos amis Hongrois entendent donner à cette manifestation un éclat tout particulier. En effet juin 2004 marquera un double événement : d'abord celui du dixième anniversaire de la création de la profession en Hongrie, ensuite celui, plus symbolique encore, d'être la première manifestation professionnelle ouverte aux huissiers de justice de la nouvelle Union européenne avec ses vingt cinq Etats membres.

Il est de fait que ce conseil permanent sera de toute évidence tourné vers la nouvelle organisation que l'UIHJ devra mettre en œuvre pour réussir l'intégration, d'abord, et la fusion ensuite des huissiers de justice venant des deux parties de l'Europe.



La Hongrie en chiffres

- Population : 11 millions d'habitants
- Superficie : 93 000 Km²
- Régime politique : république
- Capitale : Budapest (1 886 000 habitants)
- Langue officielle : le hongrois
- Monnaie : le florin hongrois





Preparatory meeting for the next UIHJ European permanent council meeting

The Committee is an institutional body consisting of thirty members, including twenty delegates from nineteen "departments" and from the capital, besides the members who make up the chairmanship (the committee and the three chairmen of the ethics committee, the disciplinary committee and the events organisation committee).

The agenda included a series of topics dealing with internal organisation, tax matters and nomination of a legal consultant, but more importantly the project for centralising information and the organisation of the UIHJ European permanent council meeting to be held in spring in Budapest.

The information centralisation project consists of obtaining, from the Hungarian legislator, recognition at the national chamber of the right to hold a database of all debtors being pursued by bailiffs. However, debtors who have not paid their debts would be removed from the file. In other words, the database would centralise the identity of all debtors that are destitute, insolvent or cannot be found, or those whose property has been auctioned off. This file would be available for consultation by bailiffs only.

Another important subject, the organisation of the European permanent council meeting, set for 3rd and 4th June 2004 in Budapest (hotel Intercontinental). The Hungarian chamber will hold a reception with the national authorities in the prestigious salons of the National museum, and our Hungarian friends plan to make this celebration a very special one. June 2004 will commemorate two events: the tenth anniversary of the creation of this profession in Hungary, and, yet more symbolic, it will be the first professional event to take



*The president Isnard with Miklos Krejniker, president of the National chamber of bailiffs of Hungary
Le président Isnard et Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie*

place with bailiffs from the new European Union, with its twenty-five members.

It is certain that this permanent council meeting will be very much focusing on the new organisation that the UIHJ will need to implement to ensure firstly the incorporation, and then the uniting of all the bailiffs coming from the two sides of Europe.



Hungary in figures

Population: 11 million inhabitants
Surface area: 93,000 Km²
Political regime: republic
Capital: Budapest (1,886,000 inhabitants)
Official language: Hungarian
Currency: the Hungarian forint





Les huissiers de justice Slovènes cherchent des solutions à l'engorgement des tribunaux

Le programme PHARE sur le renforcement de la règle de droit et le Centre de coopération judiciaire internationale (CILC), situé à La Haye, ont organisé avec l'UIHJ deux séminaires à Ljubljana (Slovénie) les 10 et 11 février et 31 mars et 1er avril 2003

Parmi les participants se trouvaient plusieurs secrétaires d'Etat, des huissiers de justice, des personnalités du ministère de la justice, des juges et des professeurs de l'Université de droit de Ljubljana. Deux experts néerlandais ont participé à ce séminaire : Antonie Jongbloed, professeur de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas) et A.C.C.M. Uitdehaag, huissier de justice, représentant et membre de l'UIHJ.

Au cours du séminaire, les deux experts néerlandais ont préparé, présenté et débattu autour de thèmes relatifs au fonctionnement et à l'indépendance des huissiers de justice libéraux au Pays-Bas et en Slovénie, mais également des rapports entre les tribunaux et les huissiers de justice, entre l'administration et les huissiers de justice, et les aspects européens et internationaux de la profession d'huissier de justice, des juges de l'exécution et de la signification des actes. Des huissiers de justice slovènes, des magistrats et des représentants du ministère de la justice ont également présenté leur point de vue sur le système actuel.

Les huissiers de justice slovènes ont un statut indépendant. Durant le séminaire, les discussions ont principalement porté sur l'amélioration de la communication entre les huissiers de justice et les tribunaux et les manières de renforcer le statut des huissiers de justice en Slovénie : par la création d'un code de déontologie, par des sanctions disciplinaires et par une formation permanente.

Retards

L'un des problèmes auquel est confronté le pays est le retard des tribunaux. Cela a bien entendu une conséquence directe sur l'exécution des décisions de Justice. Les discussions se sont portées sur la façon dont on pourrait résoudre ce problème. L'un des

moyens serait de changer le système de notification des actes. A l'instar de nombreux pays, il apparaît que le principe de notification des actes par la poste est peu sûr et inefficace. D'autres solutions ont également été évoquées, parmi lesquelles l'amélioration de l'exécution des décisions de justice, le contrôle des juridictions sur le travail des huissiers de justice et la participation des tribunaux pour la recherche des informations de la part de tiers.



Jos Uitdehaag & Ton Jongbloed (Pays-bas - Nederland)



La Slovénie en chiffres

Population : 2 millions d'habitants
Superficie : 20 256 Km²
Régime politique : république
Capitale : Ljubljana (272 000 habitants)
Langue officielle : le slovène
Monnaie : le lats





Slovenia: finding ways to solve the backlog

The Phare Horizontal programme on the Reinforcement of the Rule of Law and the Centre for International Legal Cooperation (The Hague) in cooperation with the UIHJ organised two seminars in Ljubljana (Slovenia) on February 10 and 11, 2003 and March 31 and April 1, 2003

Among the participants there were several secretaries of State, practising bailiffs, officials from the Ministry of Justice, judges and specialists from the law faculty of Ljubljana University. Two Dutch experts were involved in the seminars: Professor A. Jongbloed, professor in law at the Law Faculty of Utrecht University in the Netherlands and A.C.C.M. Uitdehaag, practising bailiff and representative/ member of the UIHJ.

During the seminars, the two participating Dutch experts prepared, presented and discussed several presentations on the functioning of independent private bailiffs in the Netherlands and Slovenia, as well as the relationship between courts and bailiffs, and between the State administration and bailiffs and European and international aspects of the work of the bailiff, executing judges and process servers. Several Slovenian representatives from the bailiffs' profession, courts and the Ministry of Justice presented their views on the current system.

The Slovenian bailiffs have an independent status.

The discussions during the seminars mainly focused on the improvement of the communication between bailiffs and the courts and the ways to improve the system of bailiffs in Slovenia: the development of an ethical code, rules for disciplinary measures and rules for (permanent) training.

Backlog

One of the problems Slovenia is faced with is the backlog in the courts. This again influences the enforcement process. Discussions also focused on the ways to solve these backlogs. One of the ways this could be done is changing the systems of the service of documents. As in other countries it appears that the system of delivery of documents through the Mail Service is very insufficient and ineffective. Also other possible solutions were discussed: the number of legal remedies in the enforcement process, the control system of the courts over the work of the bailiffs and the involvement of the courts if the bailiffs need information of third parties.



Slovenia in figures

Population : 2 millions inhabitants
 Size : 20 256 Km²
 Political regime: Republic
 Capital : Ljubljana (272 000 inhabitants)
 Official language: Sloven
 Currency : Lats



Un système libéral pour les huissiers de justice lettons

Depuis le 1er janvier 2003, les huissiers de justice lettons sont passés d'un système fonctionnaire à un système libéral. Dorénavant, nos confrères sont à la fois des officiers publics et des chefs d'entreprise. Ils sont chargés d'accomplir des fonctions judiciaires et extrajudiciaires. Cela implique au préalable que la formation et l'organisation professionnelle soient irréprochables.

Dans le cadre du programme PHARE horizontal sur le renforcement de la règle de droit, le Centre pour la coopération judiciaire internationale (CILC) dont le siège est à La Haye, a organisé en coopération avec l'UIHJ deux séminaires sur la formation des huissiers de justice et l'organisation professionnelle. Ces séminaires se sont déroulés à Riga (Lettonie), les 3 et 4 février 2003 et les 28 et 29 avril 2003.

Plusieurs experts sont intervenues à ces séminaires : M. Antonie Jongbloed, professeur de droit à la faculté de droit de l'Université d'Utrecht (Pays-bas), M. Jos Uitdehaag, huissier de justice (Pays-bas), M. Marcel Briers, huissier de justice à Anvers (Belgique) et ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique. Les participants comprenaient des huissiers de justice lettons, des juges et des représentants du ministère de la justice de Lettonie. Durant les séminaires, les trois experts ont préparé, présenté et discuté plusieurs présentations sur

Les modes de fonctionnement des huissiers de justice libéraux en Belgique, Hollande et Lettonie, la formation et la formation continue dans ces trois pays et les lois régissant leurs pratiques professionnelles.

Entre les quelques semaines qui ont séparé les deux séminaires, les huissiers de justice ont surpris tout le monde par leur motivation et par tout ce qu'il ont pu accomplir. Nos confrères Lettons travaillent manifestement beaucoup et se focalisent actuellement sur plusieurs sujets.

Formation et éducation

Réformer le statut des huissiers de justice implique la mise en place d'un haut niveau de formation à la fois dans le domaine du droit et du management. Un nouveau programme de formation a été développé afin de permettre une amélioration du niveau de connaissances.

Formation continue

Il est fondamental que les huissiers de justice mettent à jour leur connaissance régulièrement. C'est la raison pour laquelle les huissiers

de justice Lettons envisagent de mettre en place un système de formation permanente obligatoire pour chaque membre de la profession.

Nouvelles lois sur les huissiers de justice

La profession libérale induit une notion de concurrence. Il est dès lors important que les activités des huissiers de justice soient réglementées, par exemple par l'adoption de lois et décrets relatifs par exemple à des règles de déontologie avec des sanctions disciplinaires. Ces règles sont actuellement en discussion.

Accès à l'information

Le droit pour les huissiers de justice Lettons d'obtenir des informations de la part des tiers (comme les banques, ou auprès des registres) doit être réglementé. En collaboration avec le Comité letton sur la protection des données à caractère personnel, les huissiers de justice Lettons travaillent sur une régulation sur le droit à l'usage des informations à caractère personnel.



La Lettonie en chiffres

Population : 2.4 millions d'habitants
 Superficie : 65 000 Km²
 Régime politique : république
 Capitale : Riga (815 000 habitants)
 Langue officielle : letton
 Monnaie : le lats

Latvian bailiffs: the liberal statute

From the 1st January 2003 the Latvian bailiffs dealt with the change from a civil servant status into an independent legal profession. This means that the Latvian bailiff now is both a public servant and an entrepreneur. He has to perform civil and non-civil activities. This must be preceded by a thorough education and a well organised national organisation of bailiffs.

In the framework of the Phare Horizontal programme on the Reinforcement of the Rule of Law, the Centre for International Legal Cooperation (The Hague) in cooperation with the UIHJ organised two seminars on the "Training and organisation of the bailiffs". These seminars took place in Riga on February 3 and 4, 2003 and April 28 and 29, 2003.

Several experts were involved in the seminars: Professor A. Jongbloed, professor in law at the Law Faculty of Utrecht University in the Netherlands and Mr. Jos Uitdehaag, practising bailiff in the Netherlands and mr. Marcel Briers, practising bailiff in Antwerp, Belgium and former president of the Belgium bailiffs and former president of the UIHJ. The participants of the seminars included Latvian practising bailiffs, judges and representatives and officials from the Ministry of Justice. During the seminars, the three participating experts

prepared, presented and discussed several presentations on the functioning of independent private bailiffs in Belgium, the Netherlands and Latvia, the system of training and (permanent) education in the three countries and the laws and regulations governing the practice of the bailiffs in the three countries.

It was very surprising to see what the Latvian bailiffs have been able to organise in just a few months between the first and the second seminar. The Latvian bailiffs are very hard working and motivated. At this moment they are focusing on several subjects.

Training and education

Changing the system means the need for a certain level of professional training both in the field of law and management qualities. A new study program is now being developed to improve their knowledge.

Permanent education

It is very important that the bailiff

keeps his knowledge up to date. For this reason the Latvian bailiffs are now discussing the development of a system of permanent education compulsory for every member of the organization.

Further legislation on bailiffs

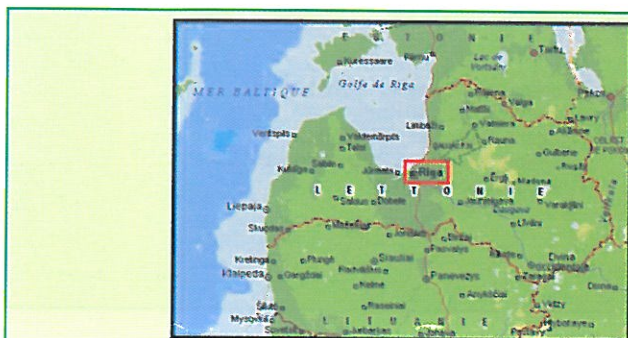
The free profession meant the introduction of more competition. For this reason it is important that the activities are well regulated e.g. by the adoption of further regulations governing the profession such as a professional ethical code, codes of conduct and disciplinary proceedings. At this moment these rules are being developed.

Access to information

The rights of the Latvian bailiffs to obtain information from third parties, (e.g. banks, population register, register of cars) should be regulated. In cooperation with the Personal Data Protection Committee Latvian bailiffs are developing regulations on the ways to deal with information and (personal) data.



Marcel Briers (Belgique - Belgium),
Jos Uitdehaag & Ton Jongbloed (Pays-bas - Nederland)



Latvia in figures

Population : 2.4 millions inhabitants
Size : 65 000 Km²
Political regime : Republic
Capital : Riga (815 000 inhabitants)
Language : latvian
Currency : lats

